

*Le budget*

• (1250)

Je répète donc, et je termine sur ce point, ma réponse à votre question. C'est une question de philosophie et le ministre des Finances, le parti progressiste conservateur, croit davantage dans la décentralisation et croit davantage que le dynamisme individuel, s'associant dans une dynamique et dans une démarche de groupe, va produire plus de rendement. Le R.O.I., le *bottom-line*, le retour sur investissement est plus grand que cette centralisation qu'on a trouvée, heureusement ou malheureusement sous le régime libéral et sous M. Trudeau, et qui rend la population plus dépendante, plus passive et mène à moins de créativité et d'innovation.

**M. Guy H. Arseneault (Restigouche — Chaleur):** Madame la Présidente, le Budget de cette année sera dans les annales comme le Budget des demi-vérités et de la fourberie. C'est un Budget myope, sans perspective d'avenir, un Budget qui s'attaque aux défavorisés et qui ne cherche même pas à éviter la récession qui nous menace.

Le ministre des Finances prétend que le déficit ne dérape plus. Peut-on le croire? La dette nationale a doublé depuis que son gouvernement conservateur a pris le pouvoir, de 170 milliards de dollars en septembre 1984 à environ 350 milliards de dollars maintenant.

La mauvaise gestion économique pratiquée par les conservateurs se traduit par de sombres perspectives pour cette année fiscale. Le chômage augmentera, l'inflation montera, les taux d'intérêt grimperont en flèche et les marchés financiers internationaux ont perdu confiance en notre dollar.

Nous sommes au bord d'une récession. Pourtant, le ministre des Finances dit qu'il n'y a pas lieu de chercher à l'éviter.

Notre grand argentier prétend qu'il n'y a aucun impôt nouveau. Il a tout simplement refilé aux provinces une dette de 8 milliards de dollars. Et la TPS sera sans doute la pire saignée fiscale de toute l'histoire du Canada.

Le ministre prétend que la lutte contre le déficit ne se fait pas aux dépens des programmes sociaux. Pourtant, il comprime les soins de santé et l'aide sociale. Le Budget du logement social est amputé de 165 millions de dollars sur cinq ans, ce qui aggrave la situation de 200 000 sans-abri au Canada et de tous ceux qui consacrent au loyer plus de la moitié de leur revenu.

Pour comble, le ministre prétend que le Budget est juste. Or, l'aide au développement régional est, à toutes

fins pratiques terminée, conformément aux souhaits des Américains.

Plus de 5 000 anciens combattants qui reçoivent des soins palliatifs en raison de leur grand âge devront verser plus de 3 000\$ chacun pour leur lit d'hôpital. Les autochtones sont encore une fois la cible des compressions budgétaires. L'aide publique au développement a été amputée à nouveau. Dans le même temps, les grandes entreprises profitent des largesses fiscales du gouvernement tandis que les dépenses militaires, encore élevées, ne correspondent plus à la nouvelle donnée géopolitique.

Le Budget du ministre des Finances est injuste et myope. Il est inattentif aux problèmes économiques d'aujourd'hui et il n'a pas de projet pour la nouvelle décennie.

[Traduction]

Examinons le budget en détail. Comme je suis co-porte-parole de mon parti pour les forêts, je crois qu'il importe aussi qu'on parle de ce secteur. Je tiens d'abord à citer les propos que le ministre des Forêts a tenus à l'occasion de la création de son ministère. Le gouvernement et la Chambre doivent être félicités pour avoir adopté une motion sur l'établissement de ce ministère.

Dans son communiqué, le ministre a déclaré: «La création du ministère montre que le gouvernement attache une grande importance à nos forêts.» Voilà qui est bien. Cependant, dans le budget de l'an dernier, celui qui devait traduire l'engagement du gouvernement à l'égard des forêts, les fonds consacrés au nouveau ministère des Forêts ont été réduits de 11,9 p. 100 par rapport à ce qui avait été prévu initialement.

Cette année, le financement est passé de 206,9 millions de dollars à 159,3 millions de dollars, soit une réduction de 47,6 millions de dollars. Quand aux prévisions de dépenses, elles s'établissent à 231,4 millions de dollars, une baisse de 31 p. 100, soit 72,1 millions de dollars. On se demande bien comment le gouvernement respecte ses engagements. Il ne joint pas le geste à la parole.

Si on examine de plus près le ministère des Forêts et les ententes forestières, on se rend compte que le gouvernement a eu la sagesse de renouveler celles qu'ils a passées avec le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. C'est un pas dans la bonne direction. Toutefois, les ententes conclues avec quatre autres provinces ont expiré l'an dernier. Ce sont celles des provinces de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Qu'attend le gouvernement?

Les ententes conclues avec Terre-Neuve, le Québec et la Colombie-Britannique viendront à expiration cette